

Le PSU à la dérive

Le Conseil national du P.S.U., qui s'est tenu à Lyon les 7 et 8 novembre, est passé à peu près inaperçu. Il est vrai que ce parti a perdu environ la moitié de ses effectifs depuis sa fondation en 1960 et que son poids dans la vie politique française ne cesse de diminuer.

Seuls ses dirigeants ont célébré ces récentes assises par des cris de victoire : mais il ne s'agit pas d'une victoire sur l'ennemi extérieur, seulement, selon leur propre avis, d'une victoire intérieure : ils auraient fait reculer leur gauche de 47% des mandats au congrès de l'an dernier à 34, ou même 28% (selon les votes pris comme référence). Les chiffres absolus révèlent qu'il s'agit là d'une victoire à la Pyrrhus. Au lieu des 662 mandats de l'année passée, le PSU n'en a plus que 520 cette année, soit 20% de moins et, dans les votes qui lui sont le plus favorable, la majorité de droite ne recueille que 347 de ces mandats au lieu de 358 à son dernier congrès. Il est exact que la gauche perd davantage, mais il semble bien qu'il s'agit moins d'un déplacement de ses troupes sur les positions majoritaires que d'une plus forte atteinte de la perte de substance dont souffre le PSU dans son ensemble. Et ce phénomène est bien naturel.

En effet, depuis un an, le PSU ne s'est manifesté qu'à deux occasions politiques. La première fut celle des « colloques de la famille socialiste » où ses dirigeants (entre autres Gilles Martinot, Serge Mallet, Pierre Naville) ont cerné leurs accords doctrinaux avec la S.F.I.O. et préparé le terrain d'un rassemblement organique des deux partis sous le signe du « non-communisme ». La seconde fut les élections partielles de Belfort où cette politique s'appliqua dans un bloc allant de gaullistes mal repentis et de M.R.P. à des S.F.I.O. et des P.S.U., à l'exclusion et CONTRE le Parti communiste. On comprend que, face à cette réalité qui parle tellement plus fort que les textes ambigus de congrès et les phrases gauches de Tribune socialiste, les militants venus au PSU aux heures de lutte contre la guerre d'Algérie, et en se donnant pour générale mission de se faire

le trait d'union entre les grandes tendances dissociées du mouvement ouvrier, se soient dépêchés de retirer leur épingle du jeu.

La gauche du PSU proposait justement que le Conseil national réuni à Lyon levât le handicap de l'élection de Belfort, en mettant les nouveaux élus de la liste de collaboration de classe devant le choix de démissionner du conseil municipal ou d'être exclus du parti. Mais en dépit du fait que l'on prête à Michel Dreyfus-Schmidt, fils du maire défunt de Belfort, nouvel élu et dirigeant principal de la fédération, le dessein de quitter le PSU pour ne pas être lié par ses décisions de principe lors des prochaines élections municipales, la majorité a couvert l'opération de Belfort en refusant la solution énoncée par la gauche. C'est dire qu'elle couvre le bloc « immoral » de Belfort. Et il n'y a pas loin de la couverture à l'approbation. C'est ce que ne manqueront pas de conclure certains militants et dirigeants de fédération, tel celui de l'Indre-et-Loire qui s'est prononcé pour l'entrée dans les comités « Horizon 80 », qui disent en clair ce que les dirigeants ne font que suggérer, à savoir que Defferre, s'il n'est pas le candidat désiré du PSU, peut devenir acceptable, et qu'en tout cas, au second tour des élections présidentielles, il faudra bien se résoudre à voter pour lui, soit en suivant l'exemple du PCF, soit, si celui-ci maintenait un candidat particulier, en le dénonçant comme faisant le jeu du gaullisme.

Cette capitulation à terme sous-tendait toute la polémique entre les deux courants du PSU, au sujet de la proposition d'une « convention de l'opposition socialiste » dont la gauche proposait que l'idée soit lancée par le PSU pour rassembler les organisations ouvrières, politiques et syndicales, sur la mise au point d'un programme unitaire et d'une stratégie d'action contre le gaullisme et vers le socialisme. Ce projet s'est heurté à une opposition intransigeante d'hommes dont l'anticommunisme s'est consolidé au long des années (tout en se mariant fort bien avec un « togliattisme » théorique).

Ces assises révèlent en somme que le

PSU a cessé d'exister, si ce n'est comme survivance et excoissance « gauche » de la S.F.I.O. et des clubs.

C'est d'ailleurs ce qu'a constaté sa minorité de gauche, dans une déclaration où elle prend acte de la rupture politique survenue entre elle et la majorité. Elle balance cette affirmation par une déclaration de préservation de « l'unité d'organisation ». Cela n'est guère conséquent si l'on considère qu'un parti est l'instrument de militants qui ont en commun au moins un minimum d'objectifs. La gauche du PSU révèle toutefois la vraie raison de cette décision : c'est qu'elle ne voit aucune autre perspective organisationnelle à l'horizon. En effet, la crise du mouvement communiste enlève toute base matérielle au centrisme dans le mouvement ouvrier : C'est au sein des partis communistes que tous les courants s'affrontent aujourd'hui, des néo-réformistes à la Togliatti jusqu'aux révolutionnaires.

C'est à partir de cette compréhension que notre mouvement — qui poursuit ses fins de construction de nouveaux partis communistes révolutionnaires en travaillant dans le sein du mouvement des masses tel qu'il est — a choisi de porter ses efforts essentiels à l'intérieur même du PCF.

A ne pas comprendre cet état de fait, la gauche du PSU risque fort de continuer à fondre, en dépit de l'excellence de ses intentions. Car celles-ci ne suffisent pas. Son organe l'Action en est la preuve, qui ne réussit pas mieux que d'autres journaux avant lui à être un lieu de confrontation de courants d'idées vivantes, mais offre l'image d'une Babel politique, dans laquelle il est difficile de trouver quelle est la ligne de l'équipe dirigeante, mise à part la volonté de surmonter la division du mouvement ouvrier français, ce qui n'est pas affaire de simple bonne volonté, mais exige une force « à la base ». Celle-ci manque singulièrement à un courant maintenant « en marge » et chargé du carcan d'une direction nationale corrompue.

Que va devenir ce courant chargé de cette double équivoque : être et n'être pas le PSU ; n'avoir que partiellement un visage propre ? Sa base à l'intérieur du PSU risque de s'effriter encore plus rapidement après le Conseil National de Lyon. Déjà, les minoritaires de la Haute-Garonne ont décidé d'abandonner en groupe le PSU.

Pour préciser son visage, réaffirmer sa ligne, se réorienter, le temps lui est à coup sûr compté.

M. D.

Le projet Concorde

Les luttes doivent dépasser les frontières

Le 23 Novembre 64 s'est tenue à Paris une Conférence nationale CGT de militants de l'aéronautique. Au centre des débats se plaçait « l'affaire du Concorde ». Avec le refus de la Grande-Bretagne de poursuivre cette étude, le bulletin de santé de l'aéronautique française. Est-ce le coup de grâce pour les 80.000 travailleurs d'une industrie en crise permanente depuis 15 ans, notamment dans les Sociétés nationalisées — Sud-Aviation (24.000 travailleurs), SNECMA (13.000) et Nord-Aviation (10.000).

Il est bien évident que la crise aéronautique n'est pas liée à la fabrication du « Concorde ». Elle est organisée par le pouvoir et si le IV^e plan prévoyait une réduction des effectifs de 15.000 travailleurs, le V^e plan prévoit 8.000 licenciements. Notamment, dans le budget de 65, rien n'est prévu pour des études nouvelles, rien n'est prévu pour la fabrication du Nord 262 (Avion-taxi de 25 places), du Transall (cargo Franco-Allemand)... Aucun crédit d'étude pour des moteurs à la SNECMA, Dassault, seul utilisateur jusqu'à ce jour, cherchant à adapter des moteurs US pour trouver des débouchés « réservés » pour ses Mirages III et IV.

Dans « l'Internationale » de Février 64, nous avons tenté d'expliquer les raisons de la baisse de l'activité aéronautique. Aux raisons valables avancées par le PC et la CGT (militarisation, fusées, force de frappe, fabrications multinationales — moteurs U.S. ou G.B. — cellules françaises... — peu de fabrications civiles, aucun moteur valable...) nous avons pensé qu'il fallait ajouter les problèmes de rentabilité, notamment à partir d'un réseau intérieur pratiquement inexistant et voir que la capacité de production est assez faible (80.000 travailleurs en France contre 900.000 aux U.S.A. et 240.000 en Grande-Bretagne). Pour ces deux raisons essentielles nous doutions de la réalisation du « Concorde ».

UN AVENIR DIFFICILE

Français pour la cellule, Anglais pour les moteurs et les équipements, le projet d'étude du Concorde s'élevait à 250 milliards d'AF et la fabrication prévue de 50 appareils. A l'origine, Français et Anglais voyaient là une bonne opération. Capable d'être commercialisé en 69-70, Concorde arrivait 2 à 3 ans avant le projet U.S., P.U.R.S.S. pour sa part était capable de voler dès 1967.

Or, d'une part les frais d'étude seront sans doute doublés et pour être financés par les gouvernements, il faudra au moins 100 appareils pour amortir le prototype. Or, quelle sera la rentabilité de 100 avions, concurrencés par des appareils U.S., sur les lignes U.S. qui possèdent le plus grand réseau aérien, capables de joindre Paris à New-York en 3 heures mais remplis au quart de leur capacité. L'affaire n'est pas si bonne qu'elle en a l'air.

Alors faut-il applaudir à la décision des Anglais ?

Non car la rentabilité, l'étude et le progrès sont des choses différentes mais il faut bien convenir qu'il y a une disproportion entre un avion supersonique (Match 2) et le fait que 98 % de la population n'a jamais pris un avion. L'étude technique de Concorde est valable. Cellules et moteurs seront confrontés tôt ou tard avec ces vitesses, ces taux de fatigue, les échauffements...

Mais vouloir en faire comme le P.C.F. et la C.G.T. une sorte de défi, une opération prestige est irréaliste et totalement erroné.

(Suite page 3).

Au Cercle Karl Marx

Le Cercle Karl Marx a tenu deux réunions, l'une le vendredi 6 octobre, sur le « testament » de Togliatti, l'autre le vendredi 13 novembre sur le limogeage de Khrouchtchev.

A la première de ces réunions assistèrent plus de 120 personnes. Le camarade Sirio, secrétaire de la section italienne de la IV^e Internationale, exposa comment le « testament » de Togliatti se présentait en Italie du fait que les idées qui y sont contenues ne sont pas nouvelles pour le PC italien, que la ligne droitière de ce « testament » est celle de la direction du PC italien, même si à l'intérieur de cette direction se manifestent certaines divergences. Par contre, dans la base du PC italien, où le régime a été détendu, où les discussions se déroulent publiquement, avec la participation, parfois, de trotskystes connus, des divergences bien plus fondamentales se manifestent. Le camarade Sirio souligna également le rôle que ne pouvait avoir manqué de jouer le « testament » de Togliatti dans la chute de Khrouchtchev que l'on avait apprise moins de 48 heures auparavant.

Le 13 novembre, une centaine de personnes écoutèrent une conférence du camarade Pierre Frank sur le limogeage de Khrouchtchev. Nous ne résumerons pas ici le thème de celle-ci, étant donné que l'on pourra retrouver l'essentiel des points développés dans notre numéro spécial de novembre, ainsi que dans les articles du présent numéro qui sont consacrés à ce sujet.

La discussion porta sur divers points relatifs à la situation en Union soviétique, aux rapports sino-soviétiques, aux tendances qui pouvaient exister dans la société soviétique. Des camarades appartenant, sauf erreur, au groupe Lambert, ont posé des questions en dehors du sujet, relatives à la construction du parti révolutionnaire. Nous réaffirmons ici ce que leur a répondu le camarade Frank, à savoir que le P.C.I. (section française de la IV^e Internationale) est toujours prêt à discuter de ce sujet dans le cadre d'une confrontation organisée d'un commun accord avec le groupe en question, ou de toute autre façon.

L'AVENIR DE LA C.F.D.T.

Le dernier congrès de la C.F.T.C. constitue sans doute un événement important dans la vie syndicale. Cet événement n'est d'ailleurs pas sans liaison avec le Concile, véritable réadaptation de l'Eglise à un monde changé par le renversement du rapport de force entre socialisme et impérialisme. Il y a lieu maintenant d'évaluer le devenir de la C.F.D.T.

La suppression de la référence chrétienne a donné lieu à un débat très confus au cours duquel les véritables tendances de cette centrale ne se sont pas affrontées. Il faut retenir en premier lieu la volonté d'un large courant de se réclamer d'un socialisme dont les définitions sont encore vagues. Si globalement la référence au socialisme est un aspect progressif, il n'en demeure pas moins qu'une aile technocratique s'est bien gardée de préciser ce qu'elle entendait par socialisme.

Ce qui est vrai c'est qu'elle s'est empressée de flatter le chauvinisme de syndicat d'une partie de la base en faisant un procès de la C.G.T. et qu'elle n'a pas oublié de dire que la lutte de classe n'était pas un principe, ouvrant ainsi la porte sur un « syndicalisme constructif », se préoccupant des « grandes options » par opposition au « syndicalisme de beefsteack ».

Le prochain congrès de la C.F.D.T. doit préciser les questions de programme, de relations du syndicat avec l'Etat. Les débats ont été bloqués sur cet aspect assez formel de la suppression de la référence chrétienne. Le véritable affrontement n'a pas eu lieu et la majorité qui est sortie de ce congrès est très hétérogène. Les réserves formulées par Frachon quant aux buts poursuivis par les dirigeants de la C.F.D.T. sont amplement justifiées. Une partie du congrès s'est déroulée sous le signe de l'anticommunisme ; il apparaît bien plus comme une manœuvre dirigée contre la C.G.T. et une concurrence pressante envers F.O. que comme une évolution favorable au développement des luttes revendicatives.

La tentation d'un support de masse à une « troisième force » moderniste qui passerait par la fusion avec F.O. et si possible avec la F.E.N. transparaît assez nettement. Mais une telle évolution ne deviendrait possible qu'en raison des carences de la C.G.T. La force de la C.F.T.C. et de l'actuelle C.F.D.T. git dans les faiblesses, les erreurs, l'immobilisme de la C.G.T.

Les transformations de la C.F.D.T. peuvent prendre un cours tout différent — à l'inverse des desseins de certains de ses dirigeants — si la C.G.T. adopte un comportement plus dynamique et si par une démocratisation de ses structures et de son fonctionnement elle donne une impulsion irrésistible à l'exigence de l'unité syndicale.

A. VALLON.

Le prochain numéro de « l'Internationale » paraîtra le 1^{er} janvier 65.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F ● C.C.P. 19.591.39
Paris

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir Paris-2^e - Tél. : GUTenberg 06-57.

Le directeur de publication : G. DAVY

Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton Paris-12^e